



PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DE LA CULTURE

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
CHAMPAGNE CEREALES A GIVET**

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application, et notamment ses articles 3 et 18,

Vu le décret modifié n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le décret du 9 janvier 2004 nommant M. Adolphe Colrat en qualité de préfet des Ardennes,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1990 autorisant la société CHAMPAGNE CEREALES à exploiter un complexe céréalier à Givet,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/42 du 09 février 2004 portant délégation de signature à M. Pierre Castoldi, secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

Vu la circulaire d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 du ministère chargé de l'écologie et du développement durable,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées SA2-ML-N°04/415 en date du 15 avril 2004,

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 11 mai 2004,

Vu le courrier référencé JA/2004/1454 du 18 mai 2004 portant à la connaissance de l'exploitant le projet d'arrêté statuant sur cette affaire,

Considérant que les études de dangers des installations de stockage de céréales soumises à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 doivent être complétées selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé,

Considérant qu'il est prescrit par cet article des compléments d'études de dangers, en particulier sur les mesures prises en application des articles 6 à 15 inclus de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,

Considérant que ces compléments d'études doivent être transmis en priorité pour les silos les plus sensibles en terme de risques,

ARRETE

ARTICLE 1 : ETUDE DE DANGERS

La société CHAMPAGNE CEREALES, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à Reims est tenue, pour l'établissement qu'elle exploite à Givet, de réaliser une étude des dangers complète conforme à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus de l'arrêté du 29 mars 2004, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.

Cette étude sera adressée en deux exemplaires au préfet des Ardennes.

ARTICLE 2 : DELAI

Les dispositions de l'article 1 sont à réaliser pour le 30 juillet 2004.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne. Le délai de recours est de **deux mois** pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 - PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Givet.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché pendant un mois à la mairie de GIVET et de façon visible et permanente dans l'établissement.

Un avis sera inséré par les soins du préfet des Ardennes et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 - EXECUTION ET DIFFUSION

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le maire de Givet et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le 10 juin 2004

Pour le préfet
Le secrétaire général

signé : Pierre Castoldi